

Communiqué de presse

Jeudi 11 février 2010

Infrastructures nationales : le rapport du DETEC ne va pas assez loin

L'économie demande une analyse approfondie et une stratégie fondée

Le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) a lancé une audition sur les infrastructures nationales de la Suisse. economiesuisse salue sa décision d'établir une vue d'ensemble nationale des réseaux d'infrastructure, car ces derniers doivent de plus en plus être appréhendés conjointement. Cependant, l'analyse ne va pas assez loin. Le rapport semble aussi manquer son objectif : justifier l'introduction de nouvelles sources de financement pour les transports publics.

La Suisse se trouve dans une position favorable dans tous les domaines d'infrastructure. La croissance démographique permanente et l'augmentation de la circulation représentent néanmoins des défis de taille. De plus, la place économique suisse n'est pas seulement en concurrence avec l'UE, comme le suggère le rapport du DETEC, mais aussi avec la Chine, la Corée du Sud et l'Inde. economiesuisse attend donc du DETEC une analyse comparative systématique dans une perspective globale.

Dans le domaine des transports, le degré de priorité des nouveaux projets doit être défini de manière rigoureuse sur la base de critères de rentabilité microéconomiques et macroéconomiques. A cet égard, le respect des exigences budgétaires est essentiel. Au vu de la baisse prévisible des recettes de l'impôt sur les huiles minérales, economiesuisse est d'accord de discuter de modèles de financement alternatifs à long terme pour les transports publics, à condition qu'ils ne renchérissent pas les coûts et qu'ils remplacent effectivement des systèmes en place. L'organisation considère en outre que le rail ne doit plus être subventionné par la route.

Le rapport ne s'intéresse pas non plus à la menace d'une pénurie d'électricité. Pourtant, il devient de plus en plus important stratégiquement de garantir un approvisionnement en électricité sûr, économique et respectueux de l'environnement.

Enfin, il est regrettable que le rapport n'aborde que brièvement le thème des télécommunications et ne dise rien au sujet de la Poste. Même si ces domaines fonctionnent sans subventions, ils constituent des éléments clés dans la concurrence mondiale entre les places économiques. economiesuisse présentera à la mi-avril son propre rapport sur les infrastructures dans lequel elle évaluera la situation et proposera des lignes directrices.

Pour toutes questions :

Cristina Gaggini, directrice romande,

téléphone : 078 781 82 39, cristina.gaggini@economiesuisse.ch